

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	19.06.2023	2023-477	5.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 19 DU 19 JUIN 2023
 36 questions, numérotées de 2023-454 à 2023-489

DELIBERATION

EMPRUNT ET TRESORERIE DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - MODIFICATIF

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire, sauf pour les questions 2023-471 et 2023-472, présidées par Jean-Pierre HUREL, doyen d'âge.

Otre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Marème N'DIAYE	Annick ROBIN-MOITRY	Ensemble de la séance
	Chantal MARCHAND	Yvette LERICHOMME	
	Noël DJEZAIRI	Yves GOASDOUÉ	
	Emmanuelle BERGOT	Jean-François BRISSET	

Absents : Jérémy PREVOST, Gérard SAMOYEAU (ensemble de la séance), Angela PRESSE (2023-454 à 2023-456) et Inès CHATÉ (2023-454 à 2023-460).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	(2023-454 – 2023-456)	25	29
Quorum : 17	(2023-457 – 2023-460)	26	30
	(2023-461 – 2023-463)	27	31
	2023-464	27	30
	2023-465 – 2023-470	27	31
	2023-471 – 2023-472	26	28
	2023-473 – 2023-476	27	31
	2023-477	27	30
	2023-478 – 2023-479	27	31
	2023-480	27	30
	2023-481 – 2023-487	27	31
	2023-488	27	30
	2023-489	27	31

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
13.06.2023	18 H 50	Yvette LERICHOMME	21 H 45	20.06.2023	29.06.2023

R A P P O R T

présenté par

Lori HELLOCO

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Gestion financière		17	07.06.2023	9	
CONSEIL	Séance	19	19.06.2023	N° d'ordre	N° délibération
				24	2023-477

OBJET

EMPRUNT ET TRESORERIE – DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - MODIFICATIF

AA/JS

Chers Collègues,

Par délibération n°2020-06 en date du 25 mai 2020, le Conseil municipal a accordé au Maire des délégations relatives aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et les opérations de gestion de trésorerie, rappelées ci-dessous :

Stratégie d'endettement

Pour financer tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, la souscription de nouveaux prêts s'inscrira dans le cadre de la stratégie d'endettement suivante.

Compte-tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Flers souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée. Ces produits ne pourront être classés dans une catégorie supérieure à B1 de la Charte Gissler.

Les produits de financement pourront donc être :

- Des emprunts obligataires
- Et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration
- Et/ou des emprunts avec des barrières sur Euribor

Dans un souci d'optimisation de sa dette, pour chaque souscription d'emprunt, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés sauf à ce que la Commune puisse bénéficier d'un prêt spécifique dans le cadre d'une convention particulière.

Ces produits de financement pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable
- La faculté de modifier l'index relatif au calcul des taux d'intérêt
- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou consolidation
- La possibilité d'allonger la durée du prêt
- Un profil d'amortissement linéaire, progressif, ou sur mesure
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement
- La possibilité de modifier la périodicité de mobilisation de l'emprunt

Les index de référence pourront être des index de la zone euro, de court terme ou obligataires (Euribor, EONIA, TMO, TME, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

Réaménagement de dette

Les remboursements anticipés et/ou le refinancement de contrats de prêts pourront se faire aux dates d'échéance et hors dates d'échéance en précisant que le montant maximum

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	19.06.2023	2023-477	5.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

refinancé est le montant du capital restant dû de chacun des contrats majorés éventuellement d'une indemnité compensatrice.

Dans un objectif de sécurisation de l'encours de dette existant, les refinancements de prêts aboutissant à une diminution du risque, selon la typologie de la Charte Gissler, sont autorisés (exemple : passage de E3 à D3).

Couverture des risques de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Flers se laisse la possibilité de recourir à des opérations de couverture des risques de taux afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier, figer ou garantir un taux.

Ces opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

La durée des contrats de couverture ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Les index de référence pourront être des index de la zone euro, de court terme ou obligataires (Euribor, EONIA, TMO, TME, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

Ligne de trésorerie

Dans un souci d'optimisation de la gestion de sa trésorerie, la Ville de Flers se laisse la possibilité de recourir à des lignes de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de 1 000 000€.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Les index de référence pourront être des index de la zone euro de court terme (Euribor, EONIA, T4M, etc...).

Des commissions pourront être versées aux banques pour ces opérations.

En application des dispositions de l'article L.2122-22-3° du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose d'étendre la délégation donnée aux opérations liées aux placements de fonds.

Placement de fonds

Dans un souci d'optimisation de la gestion de sa trésorerie, la Ville de Flers se laisse la possibilité de prendre les décisions, en matière de placement de fonds, mentionnées au III de l'article 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Chaque décision prise dans ce cadre doit porter les mentions suivantes :

- *L'origine des fonds,*

- Le montant à placer,
- La nature du produit souscrit,
- La durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus, et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CONFERER** à Monsieur le Maire délégation pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les limites fixées ci-dessus,
- 2 - CONFERER** à Monsieur le Maire délégation pour réaliser des lignes de trésorerie, dans les limites fixées ci-dessus,
- 3 - PRECISER** que, conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation, seront prises, en cas d'empêchement du Maire, par l'adjoint concerné,
- 4 - PRENDRE ACTE** que les autres délégations du conseil municipal au Maire consenties par délibération 2021-235 du 4 octobre 2021 restent inchangées,
- 4 - ACTUALISER** le tableau recensant les délégations du conseil municipal au Maire et figurant en annexe.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Une ABSTENTION, celle de Pascal CATHERINE.

La secrétaire de séance,



Yvette LERICHOMME



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20230619-2023-477bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/06/2023

Publication : 28/06/2023

**CONSEIL MUNICIPAL
ATTRIBUTIONS
DELEGATIONS AU MAIRE**

Annexe à la délibération N° 2023-477

Du CM 19 du 19.06.2023

Le Maire,



Yves GOASDOUE

TABLEAU RECAPITULATIF

DELEGATION	OBJET	ENONCE (article 2122-22)	LIMITES . légales ou . librement fixées par le Conseil
1	PROPRIETES COMMUNALES Affectation	D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales	
2	TARIFS Fixation	De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées	Possibilité de créer un nouveau tarif à raison de son intérêt pour la commune. Ce tarif sera proposé pour approbation au plus proche Conseil Municipal suivant son adoption.
3	EMPRUNTS Réalisation	Procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a) de l'article L 2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.	<u>Cf délibération n°2023-477 du 19.06.2023</u>
4	MARCHES ADAPTES	De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget	Possibilité de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres pour les marchés publics et accords-cadres lancés selon une procédure adaptée et une procédure sans publicité ni mise en concurrence ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget
5	LOUAGE DE CHOSES	De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.	Durée au plus égale à 12 ans
6	ASSURANCES	De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.	Néant
7	REGIES COMPTABLES	De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.	
8	CIMETIERE	De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.	
9	DONS ET LEGS	D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.	Ni conditions, ni charges
10	CESSIONS MOBILIERES	De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.	Valeur maximale : 4 600 €

11	HONORAIRES	De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.	
12	OFFRES D'EXPROPRIATION	De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.	Estimation des Domaines à plus ou moins 10 %
13	CREATION DE CLASSES	De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.	
14	ALIGNEMENTS	De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.	
15	DROIT DE PREEMPTION	D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal.	Sur tout le territoire de la commune et sans limitation de montant
16	ACTIONS EN JUSTICE	D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus.	Devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire : a) autorisation de DEFENDRE aussi bien les intérêts de la ville que ceux des agents communaux pouvant être impliqués dans l'exercice de leurs fonctions (dans le cadre de l'article 11 de la loi n° 83.634 du 13.07.83 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires) b) autorisation d'INTENTER toute action en justice dès lors qu'elle a pour objet la préservation du patrimoine communal ou de l'environnement. Cette autorisation comprend la faculté de constitution de partie civile, et ce en première instance, en appel ou en cassation
17	VEHICULES MUNICIPAUX Accidents	De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal.	Montant des dommages n'excédant pas 15 000 €
18	ACTIONS D'UN ETABLISSEMENT FONCIER PUBLIC LOCAL	De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.	Néant
19	APPLICATION DES ARTICLES L 311-4 (4^{ème} alinéa) et L 332-11-2 (3^{ème} alinéa) du Code de l'Urbanisme	De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.	Néant

20	LIGNES DE TRESORERIE	De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal.	<u>Cf délibération n°2023-477 du 19.06.2023</u>
21	DROIT DE PREEMPTION (périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité)	D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code	Sur tout le territoire de la commune et dans toutes les hypothèses fixées par les textes.
22	APPLICATION DES ARTICLES L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme	D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal	Sur tout le territoire de la commune et dans toutes les hypothèses fixées par les textes.
26	DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES D'ORGANISMES FINANCEURS	De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions	Toutes subventions, de fonctionnement ou d'investissement, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.
27	DEPOT DE DEMANDES D'AUTORISATIONS D'URBANISME	De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux	Dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux

